



**Erika Schnyder, syndique
Commune de Villars-sur-Glâne
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique
(Cinquante-neuvième billet, janvier
2019)**

Chères habitantes et Chers habitants de la Commune,

2019 : année charnière, année d'incertitudes. Le Conseil communal sera amené, en tout cas durant une bonne partie de l'année, à naviguer à vue. Les dossiers qui l'attendent sont connus, mais leur évolution et leur finalité réservent encore des incertitudes.

Nerf de la guerre, les finances communales devront être suivies de très près. Car, si les tendances de ces deux dernières années se confirment, il y a lieu de craindre le maintien du tassement des rentrées fiscales, avec une diminution nettement marquée des recettes liées aux personnes morales. Cette situation s'accompagne d'une forte augmentation des dépenses liées et de la part communale aux péréquations intercommunale et de district. Cela ne présage rien de bon, surtout par rapport à 2020, date prévue pour l'entrée en vigueur de la réforme de l'imposition des entreprises PF 17, et de sa transposition pour le canton. En l'état actuel des choses, il y a lieu de s'attendre à une perte de quelque 35% des rentrées fiscales des personnes morales. Comme pour la RIE III à l'époque, il subsiste une incertitude quant à l'aboutissement du référendum. Ce sera donc un défi que de faire des prévisions budgétaires, avec en toile de fond, la valeur actuelle du taux d'impôt.

Dès 2019, des travaux et autres investissements relatifs à de gros, voire de très gros chantiers sont prévus ; ils auront un coût non négligeable pour Villars-sur-Glâne : la mise en zone des terrains de Bertigny-Ouest, avec la création des infrastructures routières, la passerelle de Villars-Vert, la future couverture de l'autoroute, laquelle, bien qu'elle ne touche que marginalement la Commune, engendrera des frais dérivés (sans compter le règlement du différend entre la commune et la canton s'agissant de la classification de cette zone) ; le carrefour de Belle-Croix ; la continuation de la Trans-Agglo et d'autres aménagements de mobilité douce ; la construction d'un nouveau CO avec la piscine, même si ces derniers objets se feront, le cas échéant, dans un cadre intercommunal, pour n'en citer que ceux-ci.

Autre dossier – et non des moindres – qui sera débattu cette année, est celui de la fusion. Si les délais et les prévisions du programme de l'Assemblée Constitutive sont tenus, il est prévu d'organiser une consultation populaire, destinée à voir si les communes concernées entendent poursuivre le processus, bien que rien ne soit encore fixé quant au principe même de cette consultation, et encore moins de son contenu. Or, pour pouvoir se prononcer en toute connaissance de cause, il sera indispensable de connaître le noyau dur de la fusion, avec tous les éléments qui composent la nouvelle commune, sans que les thèmes qui fâchent ne soient oubliés. A suivre...

Enfin, et comme chaque année, il y a la gestion ordinaire des affaires. A ce titre, inutile de rappeler que le maintien de la politique en faveur des seniors, des jeunes, des enfants, des écoliers, de l'intégration des migrants et des familles sera un véritable challenge dans cette conjoncture qui s'annonce morose, le but étant de garder, à Villars-sur-Glâne, la qualité de vie et le respect des valeurs écologiques et de proximité développées jusqu'ici. Il nous tiendra particulièrement à cœur de maintenir tous ces acquis qui font la renommée de la Commune et la raison pour laquelle il fait bon y vivre. Jusqu'où et jusqu'à quand pourrions-nous continuer à nous offrir ces prestations ?

Sans verser dans le catastrophisme, plusieurs éléments sur lesquels le Conseil communal n'exerce absolument aucune maîtrise, ont des retombées sur la commune. Il s'agit des incidences de la politique nationale et cantonale, des décisions prises à ces échelons qui impactent les activités de gestion communale. A cet égard et à titre d'exemple, impossible d'occulter le dossier européen. L'Accord-cadre entre la Suisse et l'UE sera-t-il conclu ou non et, si non, quelles en seront, pour notre pays, les conséquences ? Or, la décision récente du Conseil fédéral y relative, pour habile qu'elle soit, ne résout rien si ce n'est qu'elle reporte de 6 mois l'attente d'un dénouement. Sachant qu'une majorité se dessine contre cet accord et que, pour l'UE, il n'est pas question de poursuivre les négociations, l'échec est d'ores et déjà programmé, avec, à la clef, des sanctions de l'UE à notre égard, sanctions dont on ignore les effets induits sur les cantons et les communes. Si l'on croit les milieux économiques, l'économie suisse pâtira grandement de l'absence d'accord et, partant, il faut s'attendre à des pertes importantes du chiffre d'affaires des entreprises, avec, en corollaire, des baisses de rentrées fiscales. Autant dire que, si la situation économique des entreprises se dégrade, ajoutée aux effets de PF 17, les pertes fiscales d'une commune telle que la nôtre, dont la fiscalité est très fortement dépendante des personnes morales, conduiront à une péjoration rapide de notre situation financière.

La situation étant exceptionnelle, le Conseil communal a décidé qu'il importait que chaque corps constitué de la commune soit impliqué dans le processus financier. C'est pourquoi il a mis en place un groupe de travail réunissant une délégation de l'exécutif et un représentant de chaque parti membre du législatif, ainsi que l'administration des finances de la commune. Ce groupe se penchera sur les effets du paquet fiscal PF 17, dans ce contexte économique, analysera la situation de la commune, de la manière la plus objective qu'il soit et fera des propositions pour garantir la pérennité du financement de la Commune.

Conscient de ses obligations, le Conseil communal est résolu à tenir le cap et à mener à bien ses projets, tout en assurant l'avenir de notre commune, même si, au besoin, il sera amené à prendre des décisions peu populaires, et ce avec l'appui et l'engagement de tous.

Erika Schnyder, syndique